

2022



Cantine dans le département de Vélingara (Sénégal). © ANSF



RAPPORT ANNUEL

Rapport moral
Rapport d'activité
Rapport financier

NOS PARTENAIRES EN 2022



Agence Française de Développement



Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères



Commission européenne



Fonds de dotation Biocoop



Fonds de dotation Compagnie Fruitière



Enseignement agricole



Fondation Daniel & Nina Carasso



Fondation de France



Fondation JM Bruneau



Fondation Léa Nature Jardin Bio



Olga



1 % pour la planète

SOMMAIRE

NOS PARTENAIRES EN 2022	3
RAPPORT MORAL	5
RAPPORT D'ACTIVITÉ	9
UNE PLATEFORME POUR ÉCHANGER ET AGIR	10
TROIS MÉTIERS POUR LA SOLIDARITÉ	10
VIE ASSOCIATIVE	11
POUR UNE AGRICULTURE ET UNE ALIMENTATION DURABLES ET SOLIDAIRES	13
PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST (PAFAO)	13
ALIMENTERRE	15
FILIERE LAIT – UNE MOBILISATION EN AFRIQUE DE L'OUEST ET EN FRANCE	18
COOPÉRER AUTREMENT	20
COOPÉRER AUTREMENT EN ACTEURS DE CHANGEMENT	20
PROJET JOUSSOUR : UNE CONTRIBUTION CONCRÈTE AUX OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE SUR LES DEUX RIVES DE LA MÉDITERRANÉE	21
PROGRAMME CONCERTÉ PLURI ACTEURS CONGO	22
RAPPORT FINANCIER	25
LE MODÈLE SOCIO-ÉCONOMIQUE ET LE FONCTIONNEMENT DU CFSI	26
LE COMPTE DE RÉSULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	26
LE BILAN DU CFSI	28
ANNEXES	31
LISTE DES PROJETS SÉLECTIONNÉS ET SUIVIS EN 2022	32
LISTE DES PROJETS PLURIANNUELS SUIVIS EN 2022	33
INSTANCES ASSOCIATIVES	38
L'ÉQUIPE SALARIÉE AU 31 MAI 2023	40
GLOSSAIRE	41



RAPPORT MORAL



RETOUR SUR LES ÉVÉNEMENTS DE L'ANNÉE

Cette année nous a fait vivre un bouleversement du monde, avec la guerre en Ukraine et ses conséquences sur les prix des matières premières - plus largement sur le commerce mondial et la relocalisation des productions ; la poursuite des troubles dans les pays du Sahel et le retrait de la force Barkhane au Mali et des catastrophes climatiques inédites.

Les restrictions mises en place à l'occasion de la crise sanitaire du Covid se sont progressivement allégées avec la possible reprise des déplacements à l'étranger, dont le CFSI a pu tirer parti. Le télétravail, compatible avec le confinement, aura marqué les relations de travail, malgré la réduction des contacts humains induits.

Deux conférences mondiales sont à noter : la COP27 en Egypte en novembre aura été décevante après un été confirmant les prévisions du GIEC ; la COP15, convention sur la diversité biologique tenue à Montréal en décembre sous présidence chinoise a abouti à un accord mondial. C'est dans ce contexte que le CFSI a adopté **son projet associatif**. Elaboré par étapes depuis 2021, il intègre l'exigence de nouvelles relations entre les pays du monde, dans le respect des différences, d'égal à égal. Merci à Mariannick Le Bris qui a accompagné bénévolement ce processus et aux participants des différentes réunions qui ont jalonné son élaboration.

MISE EN ŒUVRE DU PLAN OPÉRATIONNEL

Le CFSI a réussi la **clôture des deux PCPA** qu'il portait depuis une quinzaine d'années :

- celui du Congo, par des réunions à Brazzaville en avril qui ont conduit à la formalisation d'un réseau rassemblant les dynamiques collectives sur différentes thématiques et pour l'accès aux droits essentiels ;
- celui de l'Algérie, qui a laissé la place au projet « Jousour au service des Objectifs de développement durable », co-financé par l'Union européenne et la Fondation de France.

Les programmes Terres nourricières et Coopérer autrement en acteurs de changement (CAAC) ont continué à montrer leur pertinence pour répondre aux enjeux agricoles et alimentaires et développer de nouvelles modalités de coopération.

Le programme Terres nourricières et ses trois volets (Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest, ALIMENTTERRE et Plaidoyer) arrive en 2023 à la fin de sa troisième phase. Une évaluation de Terres Nourricières a été lancée à l'automne. La demande d'un nouveau programme triennal a été lancée suite à la validation de la proposition présentée lors de l'appel à manifestation d'intérêt de l'AFD en 2022. Les activités d'ALIMENTTERRE rencontrent toujours autant de succès grâce au festival de films. À cette occasion il offre au CFSI des liens avec plus de 2 400 structures associatives, collectivités territoriales ou institutions : c'est une des richesses du CFSI, gage d'une insertion forte dans le tissu associatif en France et dans quelques pays en Europe et en Afrique. Comme en 2021, l'action commune du CFSI et d'autres ONG membres de la campagne *N'exportons pas nos problèmes*

sur la **politique laitière** entre l'Europe et l'Afrique de l'Ouest s'est poursuivie en relayant le plaidoyer de *Mon Lait est Local*. Une réunion des collectifs engagés dans cet important défi commun s'est tenue au Sénégal en janvier 2022 et a formalisé la constitution de la plateforme multi acteurs de 17 pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel.

Le programme CAAC a vécu en 2022 la fin de sa deuxième phase, conclue par trois journées d'échanges du 13 au 15 décembre, dont un séminaire international à l'AFD. Au même moment, nous avons appris la décision de l'AFD d'une troisième phase, qui commencera à se concrétiser en 2023. Celle-ci insistera sur les solidarités qui visent l'intergénérationnel et la mobilisation des jeunes, prennent en compte l'urgence écologique et font évoluer les pratiques partenariales.

PRÉPARATION DE L'AVENIR

La déclinaison du projet associatif en cadre stratégique pour les années 2024 à 2028 est un enjeu majeur pour le développement de l'activité du CFSI. Il a commencé à être travaillé en conseil de direction, par une enquête auprès des membres. Merci au groupe de travail chargé du pilotage de ce travail, dans lequel Chantal Monvois, membre du CD depuis septembre, a contribué.

Christophe Le Picard Ducroux a été élu au conseil de direction à l'assemblée générale de juin, puis trésorier au CD de septembre. Bienvenue à lui !

Le groupe de travail chargé des contacts avec de potentiels candidats comme présidents n'a pas pu aboutir dans l'année, mais cette assemblée va, j'espère, pouvoir conclure en votant sur la candidature de Françoise Bernon.

LES AUTRES ACTIVITÉS DU PRÉSIDENT

J'ai pu avoir quelques échanges avec des membres de notre plateforme en 2022 :

- en janvier avec l'Ifaid sur « Crises et risques climatiques » et à l'occasion de l'AG du Gret (dont je suis resté membre) ;
- en mars, rencontre du Grdr sur les migrations ;
- en mai, à l'AG de CUF ;
- en octobre, en intervenant à Clermont-Ferrand sur les politiques laitières dans le cadre d'ALIMENTERRE.

La mission au Congo Brazzaville a permis de participer aux réunions de mise en place du réseau associatif *post* PCPA, et de visiter plusieurs associations à Brazzaville et à Djambala, dans le département des Plateaux.

Parallèlement, dans le cadre de l'Institut des Hautes Etudes pour la Science et la technologie (IHEST) j'ai conseillé et accompagné un voyage d'étude sur l'énergie au Sénégal : l'équipe locale du Gret ayant été mobilisée

sur Saint Louis et sur la zone des Niayes.

Enfin, j'ai effectué en septembre une mission de repérage des besoins de 5 villages au sud de Madagascar en appui à une jeune association de personnes vivant en France et souhaitant aider leurs villages d'origine.

2022 aura été une année bien remplie pour le CFSI, l'accord pour une troisième phase du programme Coopérer autrement en acteurs de changement (CAAC) et la clôture des deux PCPA. Merci à l'équipe salariée et aux comités composés de bénévoles, membres du CFSI ou non qui ont appuyé l'équipe salariée dans la définition des activités. L'adoption d'un nouveau projet associatif doit maintenant permettre le rebond avec un nouveau cadre stratégique !

Voilà onze années que je préside le CFSI. Ceci veut dire une attention sur les sujets qui concernent le CFSI, animer les conseils de direction et les assemblées générales. J'en compte 65 avec cette AG. Onze années de PCPA, de PAFAO et d'ALIMENTERRE rassemblé depuis 2013 dans Terres nourricières, sept années de CAAC, trois cadres stratégiques (2013-2016, 2017-2022, et celui en préparation) et deux projets associatifs (2015 et 2022), des échanges avec chacun des membres, des visites sur vos terrains d'action, des interventions dans divers cadres... Plusieurs réunions avec l'équipe d'abord autour de Jean-Louis Vielajus, puis autour d'Anne-Françoise Taisne avec laquelle j'ai été en contact permanent toutes ces années.

Je remercie toutes celles et tous ceux qui ont été dans ces onze années coproducteurs de ce qu'est aujourd'hui le CFSI, acteurs de son renouvellement, souvent en anticipation d'avec son temps, ouvrant des voies nouvelles au bénéfice du pouvoir d'agir des sociétés civiles. Merci de ce que j'ai appris avec vous, de vous dans les modes de travail collectif, et dans les contacts avec nos partenaires qui vivent souvent des situations bien plus difficiles que les nôtres et dans bien des incertitudes.

Bon courage au CFSI et à nous tous, pour toujours proposer et concevoir des réponses solidaires et pertinentes entre les peuples.

Yves Le Bars
Président du CFSI

RAPPORT D'ACTIVITÉ

UNE PLATEFORME POUR ÉCHANGER ET AGIR

Le CFSI se veut et se vit comme une plateforme de solidarité internationale. Ses membres agissent à l'international via des coopérations inter associatives, décentralisées ou intersyndicales. Le CFSI met au service de ses membres des ressources humaines et financières.

L'objectif est de coconstruire et d'accompagner des initiatives de solidarité internationale et des innovations. Il anime les échanges et transforme les pratiques en savoirs partagés. Le **CFSI suscite la création de réseaux** à même de porter des programmes qui

resteraient inatteignables pour une organisation isolée.

Le CFSI place **les ODD au cœur de ses engagements**, qui se concrétisent par des actions visant à :

- promouvoir le socle des droits ;
- agir pour des transitions économiques, sociales et environnementales ;
- coopérer sur des enjeux partagés entre territoires ;
- construire la démocratie par des mises en réseaux pluri acteurs ;
- favoriser les innovations et le changement d'échelle.



TROIS MÉTIERS POUR LA SOLIDARITÉ

L'équipe du CFSI est mobilisée autour de trois métiers :

- **Elle anime des réseaux d'échanges et des espaces collectifs** avec ses membres et avec des organisations partenaires ou des alliés. Ces espaces concernent notamment une entrée thématique à travers **ALIMENTERRE** qui mobilise une diversité d'associations en France mais aussi à l'international, les activités de plaidoyer ;
- Grâce au soutien financier de ses donateurs, de bailleurs publics et privés, **elle accompagne des initiatives** menées par ses membres pour coopérer autrement. Elle mobilise également des partenaires dans les programmes réalisés avec d'autres organisations comme le programme de Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao) avec la Fondation de France ;
- **Elle produit et diffuse des connaissances** issues des programmes du CFSI et des expériences de ses membres et de leurs partenaires pour sensibiliser d'autres réseaux, des non-convaincus et interpeller les responsables politiques et économiques.

CHIFFRES CLÉS 2022

Une plateforme associative de **23 membres** animée par leurs représentants, des bénévoles et une équipe de **11 salariés**

Près de **500 organisations partenaires** à l'international

Plus de **370 000 productrices et producteurs** accompagnés depuis 2009

2 400 acteurs engagés dans ALIMENTERRE

90 000 participants au festival de films ALIMENTERRE

184 000 internautes ont visité nos deux sites cfsi.asso.fr et alimenterre.org

VIE ASSOCIATIVE

LES ORGANISATIONS MEMBRES IMPLIQUÉES DANS LA GOUVERNANCE DE L'ASSOCIATION

Fin 2022, le CFSI rassemble 23 organisations françaises impliquées dans la solidarité internationale. L'association Cap Solidarités a cessé son activité à l'automne 2022. Ses membres se sont régulièrement impliqués dans les travaux de l'association. Le groupe de travail chargé

d'animer le processus de travail sur le projet associatif constitué courant 2020 a poursuivi ses travaux jusqu'à l'AG qui a adopté le projet associatif. Il a pris en charge à compter de l'automne l'animation du processus de définition du cadre stratégique.

Le bureau a validé à distance les propositions du comité consultatif suite aux appels à initiatives et s'est réuni à plusieurs reprises entre les réunions du conseil de direction. Le conseil de direction s'est réuni cinq fois, le plus souvent en visio-conférence.

THÈMES MAJEURS DE DISCUSSION DU CONSEIL DE DIRECTION EN 2022

FÉVRIER	Projet associatif Suivi financier 2021 et budget 2022 Programme Coopérer autrement en acteurs de changement
AVRIL	Préparation de l'assemblée générale Programme Pafao Don en Confiance : renouvellement de l'agrément triennal
JUIN	Programme Terres nourricières Validation de la stratégie de collecte Arrêté des comptes 2021 et budget 2022
SEPTEMBRE	Élection du bureau et répartition des dossiers entre les membres du conseil de direction Préparation du cadre stratégique Suivi financier PCPA Congo : bilan
DÉCEMBRE	Suivi financier Joussour : bilan et perspectives Préparation du cadre stratégique

Les membres s'impliquent dans les **comités d'orientation des programmes** qui proposent et suivent les orientations pour qu'ils répondent davantage aux enjeux agricoles et alimentaires et à la lutte contre les inégalités. Ils participent avec des personnes externes nommées par le conseil de direction à l'étude des projets et proposent une sélection qui est validée par le bureau.

Un comité stratégique composé de trois membres du conseil de direction suit le programme CAAC. Un comité d'orientation stratégique conjoint CFSI / Fondation de France suit le programme Pafao. Un comité stratégique du programme Terres nourricières a également contribué à la définition des futures orientations de ce programme.

LE CFSI, INVESTI DANS LES ESPACES COLLECTIFS

Le CFSI est adhérent direct de Coordination SUD, la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Il était représenté par Anne-Françoise Taisne au conseil d'administration jusqu'en juin 2022, date à laquelle s'est terminé son troisième mandat (les statuts de Coordination Sud prévoient trois mandats de trois ans). Il a poursuivi son implication dans le groupe de travail « financements publics français AFD » et participé à la commission agriculture et alimentation, à la commission ODD et au suivi du dossier sur le criblage.

Le CFSI est membre du comité de pilotage du Festisol et de son groupe communication. Il est membre du Don en confiance, du F3e. Depuis novembre 2022, il est membre du Comité de pilotage du Collectif Nourrir. Il coanime avec Oxfam France, et Agronomes et Vétérinaires sans frontières le collectif informel français N'exportons pas nos problèmes qui travaille sur l'action lait.

Il poursuit des échanges avec le Comité 21 sur l'appropriation des ODD par les acteurs non étatiques et est membre associé de la Fonda notamment pour faire connaître les travaux du programme CAAC.

POUR UNE AGRICULTURE ET UNE ALIMENTATION DURABLES ET SOLIDAIRES

Les Nations Unies évaluent à 828 millions le nombre de personnes souffrant de la faim fin 2022. Inégalités, pauvreté et aléas climatiques grandissants, sont à l'origine de la faim et de la malnutrition.

Le système alimentaire mondial reste inéquitable et engendre une concurrence qui exclut les plus faibles, les femmes et les jeunes. Le CFSI s'engage en faveur de systèmes agricoles et alimentaires durables et solidaires qui favorisent le consommateur local.

Les engagements du CFSI sont de trois ordres :

- soutenir l'innovation paysanne, locale et durable à l'exemple du programme « Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest » ;
- sensibiliser les opinions publiques sur les enjeux agricoles et alimentaires à travers **ALIMENTERRE** ;
- plaider pour une cohérence des politiques européennes et françaises avec les politiques de développement pour le respect de la sécurité et de la souveraineté alimentaire et du droit à l'alimentation.



PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST (PAFAO)

10 NOUVEAUX PROJETS SOUTENUS DANS LE CADRE DE L'APPEL À PROJETS GÉNÉRAL 2022

L'appel à projets 2022 CFSI/Fondation de France ciblait les initiatives permettant de renforcer l'accès de tous à une alimentation saine et de qualité tout en assurant une répartition équitable de la valeur ajoutée dans les filières locales. 10 des 89 dossiers complets reçus ont

été sélectionnés et deux placés sur liste d'attente. Les projets sélectionnés sont mis en œuvre dans 9 pays et concernent les filières céréales, élevage à cycle court et produits laitiers. Trois d'entre eux sont multi filières.

CHANGEMENT D'ÉCHELLE DES COOPÉRATIVES ET PME OUEST-AFRICAINES DES FILIÈRES ALIMENTAIRES LOCALES

Le dispositif Coup de pouce 2022 a été conçu en partenariat avec l'organisation Solidarité internationale pour le développement et l'investissement (Sidi) afin de lever un point de blocage dans le développement d'entre-

prises actives dans les filières alimentaires locales. Il a été dédié aux coopératives et PME ouest-africaines des réseaux Jafowa, Pafao et Roppa qui butent sur l'accès au financement bancaire ou solidaire. 7 des 32 dossiers reçus ont été sélectionnés dont trois vont bénéficier d'un accompagnement par Entreprises Territoire et Développement (Togo) pour mieux cibler leur demande. Un 8^e dossier a été financé hors dispositif par la Fondation de France directement.

LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE

Animation pays : influence pour une alimentation scolaire en circuits courts

Le dispositif « animation pays » s'est poursuivi dans quatre pays avec les plateformes nationales membres du Roppa : le CNCR au Sénégal, la CPF au Burkina Faso, la Ctop au Togo et la Pnoppa au Bénin.

Deux consultants ouest-africains ont travaillé avec l'équipe du CFSI à la capitalisation des initiatives de cantines en circuits courts soutenus par le programme et à la facilitation des dynamiques nationales de plaidoyer sur ce sujet. Une étude sur la faisabilité d'une contractualisation en circuits courts a aussi été menée par une stagiaire du CFSI encadrée par la Ctop.

Novembre 2022 : atelier national au Bénin

À la suite d'un atelier national organisé début 2022, un atelier régional a été organisé à Cotonou en partenariat avec l'Ifriz, Inter-réseaux et la Pnoppa. Cette rencontre a réuni des représentants institutionnels de l'alimentation scolaire au Bénin, le Pam, le Roppa et les acteurs de la filière riz béninois et de la sous-région. À l'issue de cette rencontre, l'organisation onusienne s'est engagée à acheter 100 % des produits sur le marché local.

VALORISATION : À PARAÎTRE, LA TROISIÈME PUBLICATION JAFOWA, PAFAO ET ROPPA

Intitulée « L'espoir au-delà des crises : solutions ouest-africaines pour des systèmes alimentaires durables », la troisième publication commune Jafowa, Pafao et Roppa sera publiée courant 2023. Un binôme de journalistes, Vina Hiridjee et Emilie Langlade, a été recruté pour coordonner sa rédaction et conduire des entretiens avec des personnalités politiques ou de la société civile ouest-africaine. Cette publication sera assortie d'un podcast en 5 épisodes diffusé sur les réseaux sociaux.

LE PROGRAMME PAFAO EN QUELQUES CHIFFRES

Créé en 2009 par la Fondation de France et le CFSI, le programme Pafao **renforce la capacité de l'agriculture familiale et paysanne ouest-africaine, à nourrir les villes et les zones rurales**. Malgré des politiques publiques largement défavorables et un sous-financement patent, celle-ci a démontré son potentiel quant à la production d'alimentation (elle assure 80 % de l'alimentation consommée de la région), la création d'emplois et la durabilité écologique.

Les expériences de terrain sont documentées avec les organisations qui mènent un plaidoyer au niveau sous-régional (Roppa, Apess) et nationales (faitières nationales des acteurs des filières, ONG) pour un environnement plus favorable aux petites exploitations agricoles durables et aux petites entreprises de transformation. Le programme s'appuie sur des organisations ouest-africaines en partenariat avec des organisations françaises ou européennes, mais aussi sur des réseaux paysans régionaux.

Depuis sa création, Pafao c'est :

- **307** projets dans **14** pays
- **30 coups de pouce** pour appuyer le changement d'échelle des initiatives et **11 coups de pouce** pour répondre à la crise Covid-19
- près de **370 000 producteurs** et plus de **30 000 transformateurs** accompagnés, dont **40 %** sont des femmes
- plus de **10,5 millions de consommateurs** concernés
- **168 organisations ouest-africaines** et **89 organisations européennes** impliquées
- des liens forts et structurels avec le principal **réseau paysan d'Afrique de l'Ouest, le Roppa**
- en 2022, **73 projets Pafao** étaient en cours.



LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE

FESTIVAL ALIMENTTERRE 15 octobre – 30 novembre 2022

L'année 2022 poursuit le « retour à la normale » entamé en 2021 par le Festival, avec des séances animées en présentiel. La sélection a été très appréciée à la fois en France et à l'international et l'ensemble des acteurs particulièrement impliqués. Le Festival enregistre le nombre le plus élevé de projections de son histoire : plus de 2 100 projections.

La 16^e édition du festival **ALIMENTTERRE** a enregistré une participation record ! Le nombre de projections débats n'a jamais été aussi haut qu'en 2022. Avec 2 100 projections débats en France et à l'international, près de 90 000 citoyens ont été informés et sensibilisés. 9 films ont servi de supports à plus de 1 150 heures de débats. Les discussions sur l'agriculture durable, les impacts de nos choix de consommation et les politiques agricoles et alimentaires et leur lien avec la perte de biodiversité ont occupé une grande place.

LE FESTIVAL ALIMENTTERRE EN QUELQUES CHIFFRES

Depuis sa création, le CFSI a pour objectif de sensibiliser et mobiliser les citoyens sur les enjeux alimentaires mondiaux.

Il anime le Festival, le Prix et le réseau **ALIMENTTERRE** en partenariat avec des acteurs impliqués dans les transitions agricoles et alimentaires, de la solidarité internationale, des collectivités et des établissements d'enseignement général et agricole.

Depuis le début du festival en 2007 :

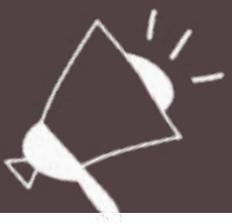
- **742 700 personnes** sensibilisées
- **15 550 événements** organisés

Le Bilan 2022 du festival, des Chiffres record !

2 100
PROJECTIONS
1 900 ÉVÉNEMENTS



PLUS DE **2 400**
ACTRICES ET ACTEURS
IMPLIQUÉS



90 000
PARTICIPANTS
50% PUBLIC SCOLAIRE
50% TOUT PUBLIC



13 PAYS
BELGIQUE, BÉNIN, BURKINA FASO, CAMEROUN, CANADA,
CONGO, CÔTE D'IVOIRE, FRANCE, KENYA, MALI, NIGER,
SÉNÉGAL, TOGO
97 % DES SÉANCES EN FRANCE


Mai 2022 : 9^e édition

Organisé en partenariat avec la direction générale de l'enseignement et de la recherche du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, le Prix ALIMENTERRE donne la parole aux jeunes entre 14 et 25 ans. Depuis 2019, il récompense les initiatives novatrices des jeunes afin de sensibiliser et mobiliser sur les enjeux agricoles et alimentaires sous différentes formes.

La remise des prix a été organisée à Paris le 22 mai. Le concours étant décliné au Sénégal depuis 2020 grâce à l'Ambassade de France à Dakar, les lauréats du Prix ALIMENTERRE Sénégal ont présenté leur projet à cette occasion depuis le Sénégal. Les jeunes français se sont également rendus au Salon de l'agriculture en février 2023 pour y partager à nouveau leurs initiatives sur le stand du ministère.

Sur les 11 projets originaux proposés en 2022, trois ont été lauréats :

- « **Renouons avec les sols** », formation proposée par le collectif **Sillage** pour donner les clés de compréhension de notre système alimentaire et le faire évoluer ;
- « **Main dans la main avec les enfants de la Bolivie pour une alimentation respectueuse de la planète** », création de vidéos de recettes de cuisine par les élèves du collège Paul Wenert à Achenheim à la suite d'échanges avec des jeunes boliviennes ;
- **La réalisation et l'accompagnement pédagogique du film « Tu nourriras le monde »**, par l'association Paroles de paysans.

LES FUTURS PROFESSIONNELS AGRICOLES MOBILISÉS

Une note de service est envoyée à tous les établissements de l'enseignement agricole. Leur implication est encouragée par la Direction de l'enseignement et de la recherche du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, par ses directions régionales (DRAAF) et par ses Réseaux d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (Red), de l'enseignement privé (Cneap) et des Maisons familiales rurales.

Plus de la moitié des événements ALIMENTERRE se sont déroulés dans des écoles et lycées, dont la majorité dans les établissements d'enseignement agricole, notamment à travers des projections débats organisés par les enseignants. 173 lycées agricoles ont participé et près de 16 000 jeunes ont été sensibilisés.

La formation ALIMENTERRE organisée avec l'Institut Agro Montpellier et le Réseau d'éducation à la citoyenneté et solidarité internationale à destination des coordinations territoriales ALIMENTERRE et de l'enseignement agricole a été déclinée en deux temps. Un premier temps en ligne en mars a porté sur la place des différents acteurs dans la transition agricole et alimentaire et a permis d'ouvrir les conférences à tous nos partenaires. Un second temps a été organisé en présentiel sur les techniques et outils d'animation d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale.

LE RÉSEAU ALIMENTERRE SE DÉVELOPPE, Y COMPRIS À L'INTERNATIONAL

Le CFSI anime le réseau ALIMENTERRE composé des partenaires nationaux, des coordinations régionales ou départementales qui animent les actions sur les territoires et des organisations locales. Le but est d'encourager la formation et la mise en réseau des acteurs sur leur territoire, l'échange et le développement d'innovations pédagogiques, la démultiplication des espaces de débat et de sensibilisation et la valorisation des initiatives pour susciter l'engagement citoyen. Il se réunit plusieurs fois par an pour échanger sur les réalisations et les perspectives.

Depuis fin 2019, le CFSI accompagne 16 associations, dont 14 en France et 2 en Afrique de l'Ouest, pour déployer ALIMENTERRE tout au long de l'année sur les territoires. Une 17e structure est soutenue depuis 2022 pour coordonner ALIMENTERRE en Ile-de-France. Ces associations intègrent une démarche territoriale et pluri-acteurs, animent des réseaux regroupant organisations de solidarité internationale, de la transition agricole et alimentaire et adaptent les messages pour mieux relier les enjeux locaux et globaux et sensibiliser de nouveaux publics. Une quinzaine d'autres structures professionnelles ou bénévoles, complètent également le maillage de ce réseau, jusque dans les territoires ultra marins : Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion etc.

Organisé ponctuellement ou régulièrement dans près de 25 pays depuis sa création, le Festival ALIMENTERRE est indéniablement un festival international. Afin

de consolider cette identité et cette organisation internationale, le CFSI et ses partenaires historiques en Belgique (SOS Faim – Humundi), au Bénin (Credi-Ong) et au Togo (Oadel) ont entamé une réflexion sur la mise en place d'un comité de coordination internationale.

Au niveau national, le CFSI continue à développer ses partenariats. 35 organisations têtes de réseaux nationaux représentant le monde agricole et alimentaire, les organisations de solidarité et les associations de défense de l'environnement sont partenaires officiels du festival ALIMENTERRE.

LE SITE ALIMENTERRE.ORG

En 2022, le site web alimenterre.org a accueilli 180 000 internautes, totalisant 235 000 visites, un chiffre stable depuis l'année dernière.

Le site interactif alimenterre.org est une plateforme de ressources sur 12 thématiques qui permet de trouver des informations et des outils tout au long de l'année sur les sujets agriculture et alimentation.

Il est également la vitrine du festival à l'automne. Les organisateurs inscrivent leur événement pour que le public y trouve des événements près de chez eux ou en ligne.

Les projets soutenus en Afrique de l'Ouest par le programme Pafao sont également visibles sur un espace cartographique du site.

ZOOM SUR LA PLATEFORME ALIMENTERRE.ORG

- La [banque de films documentaires](#) recense 212 courts, moyens et longs-métrages pour la sensibilisation aux enjeux agricoles et alimentaires. Certains sont libres de droit.
- Depuis la [carte Pafao](#), une centaines de vidéos sont accessibles en ligne. Leur diffusion est libre : il s'agit de rendre visibles les problématiques d'accès au marché pour les agriculteurs et éleveurs d'Afrique de l'Ouest et de diffuser les innovations des organisations soutenues dans le cadre de ce programme.





© Sébastien Dajasse

FILIÈRE LAIT – UNE MOBILISATION EN AFRIQUE DE L'OUEST ET EN FRANCE

Le CFSI mène un plaidoyer en faveur d'une Politique Agricole Commune (Pac) solidaire avec le Sud et contre les Accords de partenariat économique entre l'Union européenne et l'Afrique de l'Ouest. En synergie avec le programme de Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao), le plaidoyer du CFSI vise prioritairement à soutenir en France les paysans ouest africains et leurs mobilisations.

LES ACTEURS DE LA FILIÈRE LAIT LOCAL SE MOBILISENT EN AFRIQUE DE L'OUEST

En 2022, le CFSI a poursuivi le plaidoyer collectif mené en faveur des acteurs de la filière lait en Afrique de l'Ouest.

Ce plaidoyer résulte d'une collaboration initiée dès 2013 avec le programme Pafao.

Ce sujet est à la fois, une priorité pour les organisations paysannes ouest-africaines partenaires du Pafao qui ont lancé la campagne « Mon lait est local » en juin 2018, et une illustration des enjeux de la mise en cohérence des politiques européennes avec le développement (Pac, politique commerciale). La campagne « Mon lait est local » s'est saisie de « l'offensive lait », stratégie de la Cedeao (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) en faveur de la filière lait.

Elle a renforcé les liens entre les organisations ouest-africaines ce qui a conduit à la mise en place d'une alliance composée de 17 pays ouest-africains et sahéliers début 2022.

LA CAMPAGNE MON LAIT EST LOCAL DEMANDE :

- la réduction de la production laitière européenne (excédents destinés à l'exportation) ;
- des exportations européennes responsables qui ne nuisent pas à la filière ouest africaine ;
- des investissements responsables privilégiant les achats locaux de lait ;
- l'arrêt des exportations de poudre de lait ré-engraissé avec des matières grasses végétales.

Le plaidoyer en Europe vise à relayer ces demandes et à favoriser l'ouverture d'espaces de dialogue entre la campagne Mon lait est local et des responsables politiques et économiques européens afin de contribuer aux changements attendus.

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE

N'exportons pas nos problèmes

En soutien à la campagne Mon lait est local, le CFSI coordonne avec AVSF et Oxfam France le collectif N'exportons pas nos problèmes, qui regroupe 13 organisations (associations de solidarité internationale et organisations actives en France (ONG, organisations paysannes et syndicats, dont 6 membres du CFSI).

N'exportons pas nos problèmes bénéficie de l'appui de chercheurs du Cirad, de l'Inrae, de l'Institut de l'élevage, de l'Académie d'agriculture de France et de l'Université de Louvain. Il collabore avec la campagne belge N'exportons pas nos problèmes et est en lien avec deux organisations paysannes européennes (European Milk Board et EVCV, la coordination européenne Via Campesina).

Fin 2022, le dialogue avec le Cniel (interprofession laitière française, qui regroupe les producteurs laitiers, les entreprises laitières et la grande distribution) a repris lors d'une réunion qui a permis un échange entre des

représentants de la filière française, des membres de NPNP et de la plateforme multiacteurs ouest africaine sur les enjeux des filières lait en France et en Afrique de l'Ouest. Elle sera poursuivie par une concertation sur les investissements et les exports responsables.

Des initiatives territoriales lait

Le CFSI appuie des mobilisations en France. Depuis 2021, les coordinations régionales ALIMENTTERRE Anis Etoilé, Guinée 44, Horizons solidaires et RéCiDev mènent une expérience de sensibilisation envers les professionnels et futurs professionnels de la filière lait sur la thématique des interdépendances Nord-Sud.

Septembre 2022 : salon de l'élevage à Rennes

À l'occasion du Salon international de l'élevage pour toutes les productions animales (Space) à Rennes, Guinée 44 et Afdi Normandie ont organisé une conférence sur le thème du « lait responsable » : Abdelmajid Ali Dandakoye de l'ONG Karkara, porteur de projet d'appui à la filière lait au Niger, est venu partager son analyse de la hausse des importations de poudre de lait, excédents de l'élevage européen amplifiés par la fin des quotas laitiers.

La collecte du lait local par les industriels de Niamey peut pourtant se développer comme Karkara et son partenaire l'Iram l'ont démontré.

COOPÉRER AUTREMENT



La faiblesse et l'isolement d'une société civile constituent un lourd handicap pour progresser dans le changement, le développement et la démocratie. Le CFSI s'est engagé à relever le défi d'accompagner des sociétés civiles à se structurer. Cet engagement se concrétise en Algérie et en République du Congo. Le CFSI s'attelle, avec ses membres, à renouveler les façons de coopérer et tisser des liens de solidarité, pour encourager un apprentissage mutuel sur les effets du dialogue entre acteurs publics, économiques et la société civile.

Trois principes organisent cette démarche :

- s'inscrire dans une approche pluri acteurs associant organisations de la société civile, pouvoirs publics et secteur marchand ;
- soutenir des coopérations mutuelles et des solidarités de territoire à territoire ;
- privilégier le temps long de la concertation.

COOPÉRER AUTREMENT EN ACTEURS DE CHANGEMENT

Le CAAC est un programme du CFSI à l'intention de ses membres et de leurs partenaires. Il accompagne les évolutions des pratiques de coopération, en France comme dans d'autres pays, pour mieux lutter contre les inégalités et construire des partenariats équilibrés, capables d'agir sur des enjeux communs, locaux et internationaux et ainsi contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD).

METTRE EN ŒUVRE LE CHANGEMENT

L'année 2022 a été marquée par l'organisation du bilan collectif des 9 initiatives pilotes qui ont mobilisé 14 membres du CFSI et leurs partenaires dans des coopérations entre un territoire français et un territoire à l'international mais aussi, de rassembler les porteurs de projets d'animations territoriales mises en œuvre dans six régions françaises.

Ces démarches concrètes de contribution aux Objectifs de développement durable ont favorisé la démultiplication d'alliances sur les territoires en France et avec nombre de partenaires à l'international.

Elles ont facilité l'insertion professionnelle des jeunes en Savoie, à Bignona au Sénégal mais aussi en Guinée et dans les Pays de la Loire, le dialogue avec les organisations syndicales asiatiques pour lutter contre le changement climatique ou bien encore l'insertion économique des femmes. Les dialogues engagés dans le cadre de ces projets entre syndicats et associations, associations et entreprises, élus et coopératives ont favorablement influé sur les conditions de vie, l'insertion citoyenne, sociale et professionnelle de jeunes, de réfugiés, de femmes, renforcé les liens sociaux ici et ailleurs, mieux relié l'économique et le social et ont ainsi contribué à bâtir des sociétés plus solidaires autour d'enjeux communs.

PRODUIRE ET PARTAGER DES CONNAISSANCES

Les méthodes et savoirs issus du [processus de capitalisation](#) continu sur les effets sur les territoires en France, de l'engagement des membres du CFSI dans des initiatives de solidarité internationale ont été consolidés et partagés. L'établissement d'un baromètre de la réciprocité qui permettra de documenter l'évolution de pratiques de coopération mieux équilibrées est notamment suggéré.

Deux webinaires, organisés en mars et octobre, ont abordé et partagé les pratiques développées dans le cadre du programme en matière de transition écologique sur les territoires et de partenariats pluri-acteurs. Les regards d'une universitaire, d'une collectivité territoriale et d'un mouvement de la société civile ont permis de mieux appréhender les freins et leviers d'une transition écologique pérenne.

SE PROJETER VERS L'AVENIR

Des ODD aux Territoires : Coopérons autrement !

Le séminaire international final de la seconde phase du Programme Coopérer Autrement en Acteurs de Changement a été organisé le 14 décembre dans les locaux de l'Agence française de développement. Il a rassemblé une centaine de participants représentant des organisations membres du CFSI, leurs partenaires, mais aussi d'autres organisations de la société civile, des élus de collectivités locales, des consultants, des représentants institutionnels (MEAE, AFD, Fondation de France), des chercheurs, des consultants, des étudiants.

Ce temps d'échanges a permis aux acteurs du Programme de socialiser leurs démarches, d'en présenter les résultats, de les mettre en débat mais aussi de les confronter et de prendre connaissance des expériences menées par d'autres organisations dans des environnements différents (FONDA, Coalition éducation et réseaux régionaux multi acteurs).

Les actes de ce séminaire sont accessibles sur le [site du CFSI](#).

LE PROGRAMME COOPÉRER AUTREMENT EN ACTEURS DE CHANGEMENT EN QUELQUES CHIFFRES

Lancée en 2019, la seconde phase du programme CAAC permet aux membres du CFSI d'expérimenter de nouvelles manières de coopérer, en s'ouvrant à des partenariats diversifiés.

Ce programme abrite des espaces d'échanges de pratiques et savoirs entre pairs et s'attache à prendre bonne mesure des effets de l'engagement en solidarité internationale sur nos territoires en France.

Il réunit ainsi une pluralité d'acteurs autour d'enjeux partagés qui relie l'économie et le social pour mieux lutter contre les inégalités.

Le CAAC, c'est aujourd'hui :

- **9 initiatives pilotes** qui mobilisent **14 membres du CFSI** et leurs **partenaires**
- **7 animations territoriales** en cours dans six régions françaises mobilisant **9 membres du CFSI** et leurs **partenaires**
- **17 organisations** membres du CFSI mobilisées dans le processus de capitalisation en continu
- **82 personnes** participantes au séminaire international
- **1 rapport** de capitalisation prospectif
- **1 rapport** d'évaluation

PROJET JOUSSOUR : UNE CONTRIBUTION CONCRÈTE AUX OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE SUR LES DEUX RIVES DE LA MÉDITERRANÉE

Pour contribuer concrètement aux Objectifs de Développement Durable, le programme Jousour soutient des initiatives menées par des associations algériennes en partenariat pluri acteurs. Deux comités d'attribution ont retenu 27 projets et initiatives pour financement. Ils renforceront les dialogues entre associations de différents territoires avec les pouvoirs publics locaux, le monde de la recherche et des acteurs économiques.

SÉLECTION DE PROJETS ET INITIATIVES

Le comité d'attribution du Fonds d'Appui aux Coopération(s) de Territoire(s) à Territoire(s) s'est réuni en février 2022 et a retenu 11 projets pour financement. Ces projets sont menés en partenariat avec des associations des deux rives et embrassent diverses thématiques : prévention de l'immigration clandestine, de la toxicomanie, des violences faites aux femmes, écocitoyenneté, préservation du patrimoine, agro-écologie, inclusion des personnes en situation de handicap, inclusion scolaire d'enfants en difficultés, renforcement de l'accès aux soins mais aussi, de l'accès aux sports et aux loisirs et formation de jeunes ambassadeurs des Objectifs de développement durable.

En mai 2022, dans le cadre du lancement du Fonds d'Action Jeunesse, cinq formations à la gestion du cycle de projets ont été organisées avec le soutien d'associations anciennement membres du PCPA Algérie qui les ont accueillies. Au total, 73 jeunes âgés de 18 à 30 ans représentant 71 organisations et originaires de 23 Wilayas différentes en ont bénéficié. Le comité d'attribution réuni en juillet 2022 a retenu pour financement 16 propositions sur les 47 déposées par des associations et/ou des groupes de jeunes. Ces initiatives visent à renforcer le pouvoir d'agir de jeunes qui s'engagent dans des actions solidaires de proximité. Leurs démarches citoyennes visent à préserver l'environnement naturel, développer l'écotourisme, favoriser l'insertion professionnelle de jeunes femmes en difficultés, de jeunes en situation de handicap, l'accès à la culture et l'expression artistique ou bien encore, la prévention des violences scolaires. Leurs initiatives seront développées dans 14 Wilayas.

CAPITALISATION, VALORISATION ET PARTAGE DES SAVOIRS

En mars, le vade-mecum du Programme Concerté Pluri Acteurs Algérie Joussour « [Une décennie d'actions associatives solidaires : méthodes, pratiques et apprentissages](#) » a été publié et diffusé en Algérie et en France.

En parallèle, les comités de suivi chargés pour l'un, du suivi d'une étude de capitalisation portant sur l'Histoire du développement des associations algériennes et pour l'autre, du suivi de la réalisation d'un film dédié à valoriser

les effets des projets de solidarité sur les territoires des deux rives de la Méditerranée se sont réunis et ont procédé à la sélection des consultants chargés de ces deux productions.

En termes de communication, le site Internet du Projet Joussour www.joussouralgerie.org a été régulièrement nourri d'interviews des porteurs de projets et de produits de capitalisation.

Les actions des associations algériennes et les opportunités qui leur sont offertes ont été partagées sur la page Facebook de Joussour. Elle est désormais suivie par près de 12 000 personnes soit, comparé à 2021, une augmentation de 18 % du nombre de ses abonnés.

CONCERTATION ET DIALOGUES

Le collectif pluri acteurs Joussour actif sur la rive Nord de la Méditerranée et qui rassemble des associations, des collectivités locales et des Universitaires s'est réuni 5 fois. Il a validé son objet social et élaboré sa Charte de valeurs. Les deux comités d'attribution et de suivi ont mobilisé des représentants associatifs, d'institutions internationales et des chercheurs.

Enfin, les projets soutenus mobiliseront 45 partenaires principaux. Ils démultiplieront ainsi les dialogues entre associations de différents territoires ainsi qu'avec des collectivités locales, des services déconcentrés de l'Etat, des chercheurs et des acteurs économiques.

JOUSSOUR EN QUELQUES CHIFFRES

Le Projet Joussour au service des Objectifs de développement durable s'inscrit dans la suite du PCPA Algérie.

Ce Projet ambitionne de contribuer concrètement aux Objectifs de développement durable à travers le cofinancement de projets de coopération de territoire(s) à territoire(s) et à renforcer le pouvoir d'agir des jeunes engagés dans des initiatives solidaires de proximité.

Le Projet Joussour en 2022, c'est :

- **27 projets retenus** pour cofinancement par deux comités d'attribution pluri acteurs dans le cadre de deux fonds d'appui mobilisant **45 partenaires principaux** (associations, services déconcentrés de l'Etat, collectivités locales et universités) ;
- **la publication et la diffusion du vade-mecum du PCPA Algérie Joussour** « Une décennie d'actions associatives solidaires : méthodes, pratiques et apprentissages » ;
- **une réunion de deux comités** de suivi d'une **étude** sur le mouvement associatif algérien et d'un film de capitalisation ;
- une augmentation de **18 %** de la fréquentation de la page Facebook de Joussour suivie par près de **12 000 personnes**.

PROGRAMME CONCERTÉ PLURI ACTEURS CONGO

Le REDYCC – réseau des dynamiques collectives du Congo, créé par les représentants de dynamiques congolaises collectives, locales et nationales, prend la relève du PCPA Congo qui a fermé ses portes en septembre 2022 après près de 15 ans d'activité. Il permettra à ces dynamiques de contribuer à l'amélioration du niveau de vie des populations, porter leurs voix et travailler à des politiques publiques plus inclusives.

ACCOMPAGNER ET CONSOLIDER LES DYNAMIQUES COLLECTIVES

Le PCPA a misé sur 15 collectifs d'organisations de la société civile, appelés « dynamiques collectives », pour travailler sur le sujet de leur choix, qu'il soit d'intérêt local (10 dynamiques) ou d'intérêt national (5 dynamiques). Elles visent l'amélioration du bien-être des populations, par une action de la société civile qui mobilise les pouvoirs publics concernés. Ces dynamiques ont vocation à poursuivre leurs actions bien après la fin du PCPA. Elles ont fait l'objet d'un accompagnement rapproché pour déterminer leurs besoins pour atteindre leur autonomie.

CAPITALISER SUR LES ACQUIS

Plusieurs supports ont été réalisés : un document retraçant les coopérations possibles entre collectivités territoriales et associations, un [film-bilan](#) sur le programme, plusieurs fiches de capitalisation et un manuel sur le métier de l'animateur. Enfin, une étude d'impact analyse le rôle du PCPA sur l'émergence de leaders associatifs, des dynamiques inter-associatives et de dialogues pérennes entre pouvoirs publics et OSC. Elle souligne la progression de l'ancrage territorial des associations congolaises mais déplore la faiblesse des moyens financiers disponibles pour la société civile congolaise.

DES ASSEMBLÉES PLÉNIÈRES TERRITORIALISÉES ET LA NAISSANCE D'UN RÉSEAU

7 assemblées plénières ont marqué la fin du programme, chaque assemblée réunissant dans les territoires des acteurs intéressés par les actions portées par la société civile. Les réflexions débutées fin 2020 ont abouti en avril 2022 à la naissance du réseau des dynamiques collectives du Congo (REDYCC), qui aura pour tâche de maintenir une circulation d'information entre dynamiques, porter des messages communs et organiser la visibilité de la société civile congolaise auto organisée. Pour ses débuts, il compte 27 OSC membres. Enfin, une partie de l'équipe salariée du PCPA a fondé un cabinet d'études, pour poursuivre son appui à la professionnalisation du secteur associatif congolais.



La « clé du PCPA » transmise à chaque comité de pilotage au président de séance est remise aux acteurs de la société civile.

Dessin réalisé par Jussie Nsana, Dikouala Bulles pour le PCPA Congo.

LE PCPA CONGO EN QUELQUES CHIFFRES

Dans sa phase d'envol (2018-2022), le PCPA compte 143 membres : organisations de la société civile congolaise et française et collectivités territoriales congolaises, actives dans la lutte contre la pauvreté et le respect des droits au Congo.

Le programme renforce la société civile congolaise, en dialogue avec ses homologues français et les pouvoirs publics. Il promeut le « faire ensemble » pour une société civile reconnue par les populations comme par les autorités.

Zoom sur la phase d'envol (2018-2021) :

- **15 plans d'actions** portés par des collectifs inter-associatifs appelés « dynamiques collectives » ; ils rassemblent **121 OSC** et **14 pouvoirs publics** ;
- **19 projets** permettent soit de poursuivre l'approche fondée sur les droits expérimentée depuis 2019, soit de se former, à plusieurs OSC, sur un sujet souhaité ;
- **150** : le nombre estimé des représentants des pouvoirs publics mobilisés dans le cadre de ces projets sur leurs territoires ;
- **245** : personnes ont participé aux différentes assemblées plénières de clôtures dont **37** représentants des pouvoirs publics ;
- Une page [Facebook](#) et un [site](#) avec une moyenne de **1 050** vues par mois.

Depuis 2008 :

- **150 projets** portés par des associations congolaises ;
- **250 000 personnes** ont participé aux projets ou vu leur situation s'améliorer ;
- **257 pouvoirs publics** mobilisés dans les projets sur leurs territoires : départements, communes, quartiers.

Demain :

- Un [réseau](#) en République du Congo.



RAPPORT FINANCIER

LE MODÈLE SOCIO-ÉCONOMIQUE ET LE FONCTIONNEMENT DU CFSI

Le CFSI est une plateforme qui regroupe des organisations impliquées dans la solidarité internationale. Ses activités s'organisent autour de ses deux missions sociales : agriculture et alimentation, société civile et participation. Elles se concrétisent par le soutien financier à des actions réalisées principalement en Afrique, en Asie et en Amérique Latine. Les membres et les partenaires du CFSI les mettent en œuvre grâce à l'engagement solidaire des donateurs du CFSI et aux fonds octroyés par des bailleurs privés et publics, notamment l'Agence Française de Développement (AFD) et l'Union européenne.

Pour chacun des programmes, un comité comprenant des intervenants bénévoles spécialisés sur une thématique (par exemple agriculture et alimentation),

des représentants d'organisations membres et des salariés du CFSI sélectionnent les propositions de projets.

Le bureau du CFSI, composé de 4 personnes élues, en assure la validation. Chaque action fait l'objet d'une convention avec le porteur. Elle est alors suivie de manière précise et s'intègre à des programmes plus globaux. Ceux-ci peuvent faire l'objet d'évaluations externes et d'audits. L'équipe salariée anime des réunions de partage d'expériences pour tirer les enseignements des activités menées. Elle anime le réseau ALIMENTERRE pour sensibiliser les consommateurs aux enjeux d'une agriculture et d'une alimentation durables et solidaires et mène un plaidoyer en faveur du droit à l'alimentation.

LE COMPTE DE RÉSULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION EN EUROS		TOTAL 2022	DONT GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC
PRODUITS PAR ORIGINE	Dons et mécénat	903 888	903 888
	Produits non liés à la générosité du public	532 810	
	Subventions et autres concours publics	355 776	
	Utilisation des fonds dédiés antérieurs	1 296 184	8 643
	TOTAL DES PRODUITS	3 088 658	912 531
CHARGES PAR DESTINATION	Missions sociales	2 254 048	599 382
	Frais de recherche de fonds	284 242	268 841
	Frais de fonctionnement	268 215	5 140
	Dotations aux provisions	19 116	0
	Impôts	1 956	0
	Reports en fonds dédiés de l'exercice	261 279	39 167
	TOTAL DES CHARGES	3 088 495	912 531
	Excédent	163	0

B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		TOTAL 2022	DONT GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC
PRODUITS PAR ORIGINE			
Contributions volontaires non liées à la générosité du public		18 833	
TOTAL DES PRODUITS		18 833	0
CHARGES PAR DESTINATION		18 833	
TOTAL DES CHARGES		18 833	0

Les **PRODUITS** proviennent de :



fonds privés (46 %) qui comprennent :

- les ressources issues de la générosité du public (29 % des ressources) qui comprennent une donation et des dons des particuliers ;
- des subventions privées qui correspondent à des soutiens de fondations, notamment de la Fondation de France ;
- des autres produits, à savoir les cotisations des membres du CFSI, les participations financières des membres et des partenaires à des programmes ;

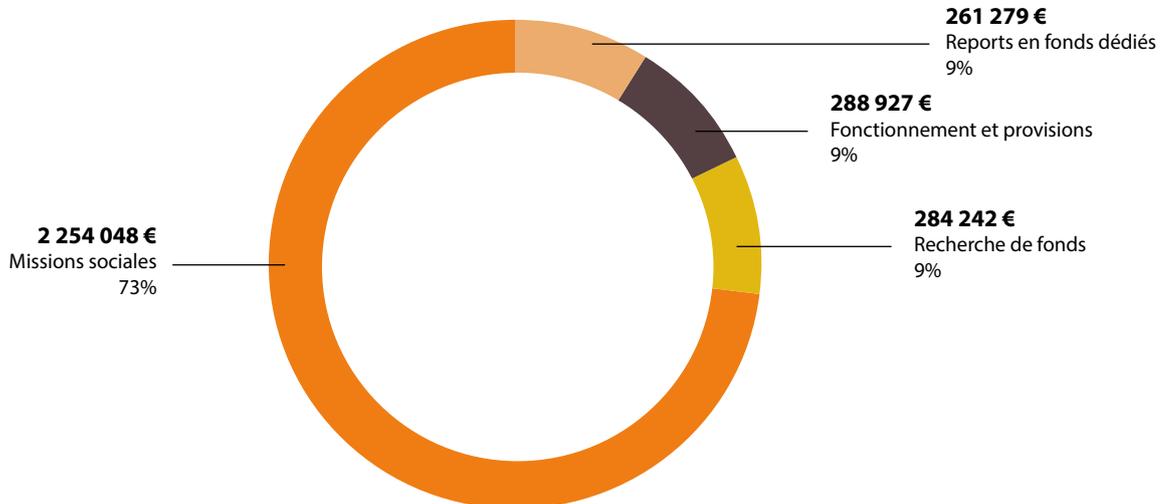
fonds publics (12 %) qui correspondent

à la subvention de l'Union européenne. Elle cofinance les activités menées dans le cadre des missions sociales du CFSI. Une part réduite de cette subvention finance le fonctionnement ;

reprise des fonds collectés

(fonds publics et fonds privés) lors des exercices **antérieurs** et dédiés à des engagements pluriannuels (**42 %**).

Les **CHARGES** comprennent :



Les missions sociales qui correspondent à la mise en œuvre des deux axes de travail du CFSI : agriculture et alimentation, coopérer autrement. Elles se déclinent majoritairement à l'international par le soutien à des actions en faveur du droit à l'alimentation, de la lutte contre la pauvreté et les inégalités réalisées par le CFSI et ses partenaires (90 % des missions) et également en France (10 %) notamment pour les actions de sensibilisation au droit à l'alimentation ;

La recherche de fonds qui inclut les dépenses liées à l'information des donateurs (au maximum 4 courriers par an) et à la recherche de nouveaux donateurs ;

Le fonctionnement à savoir la vie associative, les frais de gestion générale de l'association (locaux, services administratifs) et la communication institutionnelle ;

Les reports en fonds dédiés des subventions et des dons qui correspondent aux engagements pris durant l'année 2022 pour des programmes pluriannuels et non réalisés durant l'exercice.

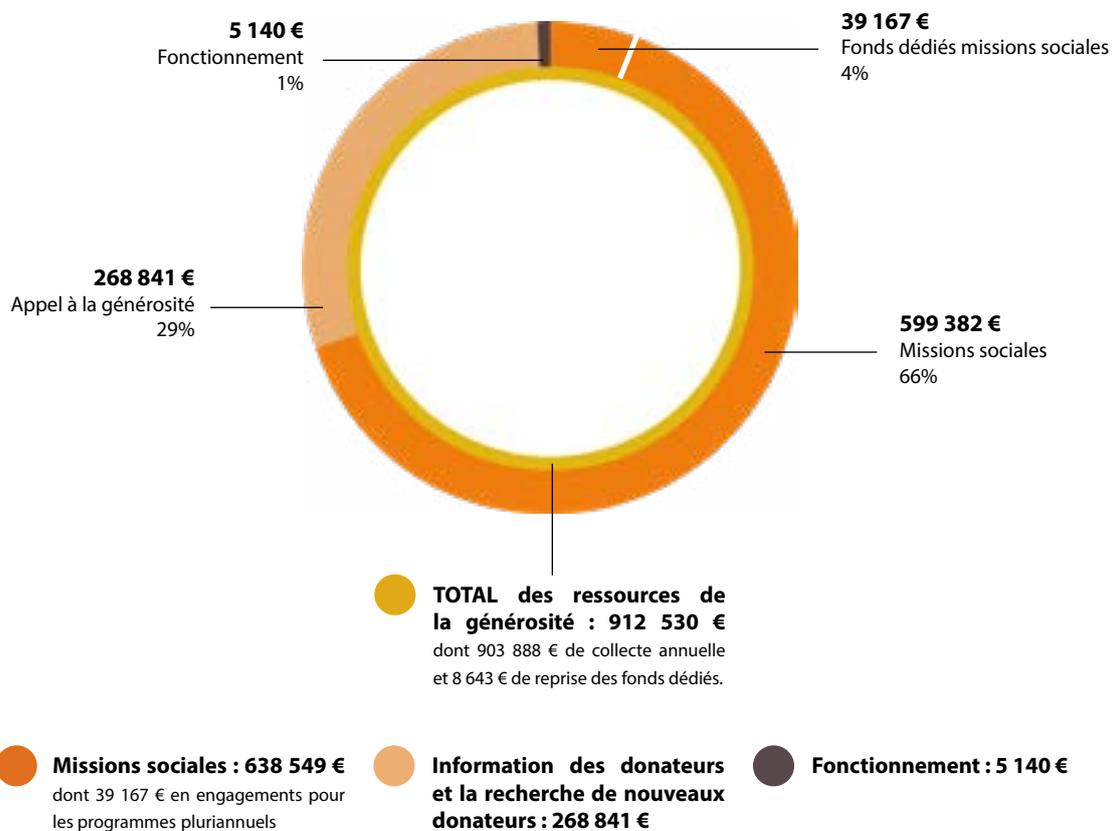
L'UTILISATION DES FONDS ISSUS DE LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC

Le compte d'emploi des ressources présente l'utilisation des fonds issus de la générosité du public.

En 2022, le CFSI a utilisé 912 530 € de fonds issus de la générosité du public. Ce montant correspond à la collecte de l'année (903 888 €) à laquelle s'ajoute la reprise des fonds dédiés (8 643 €).

638 549 € ont été imputés aux missions sociales dont 39 167 € en engagements pour les programmes pluriannuels (ligne reports en fonds dédiés de l'exercice).

La quasi-totalité des montants affectés aux missions sociales correspond au financement des initiatives soutenues à l'international, à savoir le soutien à des initiatives sur le terrain en faveur du consommateur local, des droits humains, de la jeunesse et de la lutte contre la pauvreté. 268 841 € ont été utilisés pour l'information des donateurs et la recherche de nouveaux donateurs et 5 140 € pour le fonctionnement.



LE BILAN DU CFSI

ACTIF EN EURO	31/12/2021	31/12/2022	PASSIF EN EURO	31/12/2021	31/12/2022
Actif immobilisé	104 038	98 594	Réserves	423 826	423 989
Créances	2 138 982	1 251 915	Fonds dédiés	2 649 454	1 614 549
Trésorerie	3 084 297	2 016 473	Provision pour risques		
Charges constatées avance	1 436 737	912 954	Dettes (dont PCA)	3 690 774	2 241 398
TOTAL ACTIF	6 764 054	4 279 936	TOTAL PASSIF	6 764 054	4 279 936

Le bilan présente la situation financière de l'association à la date de la clôture de l'exercice. La baisse du total du bilan reflète les principes d'action du CFSI. Pour être efficace, le CFSI inscrit dans la durée ses missions avec ses organisations membres ou des partenaires. L'état d'avancement des programmes fait varier chaque année le montant des charges et des produits constatés d'avance.

Les réserves du CFSI (fonds propres inscrits au bilan / total mensuel des emplois hors dotations aux engagements) correspondent à 1,8 mois d'activités. Ce ratio est légèrement supérieur à celui constaté au 31/12/2021 du fait de la diminution du volume de dépenses. Il reste faible, une réserve correspondant à trois mois d'activité serait nécessaire pour garantir une pérennité des actions.

- **Certification des comptes** : les comptes de l'exercice 2022 ont été certifiés par Doucet, Beth et associés, représenté par Madame Nathalie Elio, commissaire aux comptes du CFSI.
- **Publication des comptes** : les comptes détaillés sont déposés chaque année sur le site du Journal Officiel. Ils sont disponibles sur le site Internet du CFSI et sont envoyés par courrier sur simple demande.
- **Agrément** : le 24 mars 2022, le Don en Confiance a renouvelé l'agrément triennal du CFSI. Le Don en Confiance est un organisme d'agrément et de contrôle des associations et fondations faisant appel à la générosité du public. Depuis plus de 30 ans, il a élaboré un ensemble de règles de déontologie regroupées dans une Charte reposant sur quatre grands principes : fonctionnement statutaire et gestion désintéressée, rigueur de la gestion, qualité de la communication et de la collecte de fonds, transparence financière. Les organisations agréées s'engagent à respecter cette Charte. Le Don en Confiance en contrôle l'application. Pour en savoir plus : www.donenconfiance.org.

ANNEXES

LISTE DES PROJETS SÉLECTIONNÉS ET SUIVIS EN 2022

PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST (PAFAO)

PAYS D'ACTION	PORTEUR	PARTENAIRE	TITRE DE L'ACTION	MONTANT ATTRIBUÉ	DURÉE EN MOIS
FINANCEMENT CFSI ET AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT					
Afrique de l'Ouest	Apress	Sos Faim	Plaidoyer de la Plateforme Multi acteurs pour la Promotion du Lait Local en Afrique de l'Ouest	50 000 €	36
Burkina Faso	Laiterie de Nagrin		Des produits répondant aux normes sous régionales et internationales	17 998 €	4
Togo	Scoops Espérance		Augmenter la production et élargir le marché de distribution du jus de pomme de cajou (jus Léléng) de la Scoops Espérance au Togo	7 500 €	9
Togo	Chocotogo		Disposer d'une garantie foncière en vue d'attirer les investissements pour construire une usine	20 000 €	12
TOTAL financement CFSI et Agence Française de Développement				95 498 €	
FINANCEMENT CFSI, AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT ET COMPAGNIE FRUITIERE					
Sénégal	CNCR	Grdr	Passage à l'échelle des cantines scolaires alimentées en produits locaux : pour gagner la bataille du consommer local (Seelal Leekou Khaléyi...)	25 000 €	24
TOTAL financement CFSI, Agence Française de Développement et Compagnie Fruitière				25 000 €	
FINANCEMENT FONDATION DE FRANCE					
Burkina Faso	Gret	Mairie de Bobo-Dioulasso	Gouvernance Inclusive de la Filière Lait à Bobo-Dioulasso (GO-IN 2- Lait)	50 008 €	36
Burkina Faso	Roppa	Trias	Promotion de la consommation des produits locaux en Afrique de l'Ouest (PCPL – AO)	50 000 €	36
Burkina Faso	Upromabio		Améliorer les conditions de transformation et les capacités de gestion financière de l'Upromabio/HBS	19 588 €	11
Guinée	Grdr	Club des amis du monde	Valoriser et sécuriser les produits vivriers pour la relocalisation de l'alimentation dans la ville de Boké	50 000 €	36
Mali	SOS Faim Belgique	AMSD	Les produits agroécologiques maliens à la conquête des consommateurs	50 000 €	36
Sénégal	Ipar	Inter-réseaux	Partenariats, Plaidoyers et Partages de savoirs en faveur de la prise en compte du mil et des produits dérivés dans les achats institutionnels au Sénégal et en Afrique de l'Ouest (3P-MilSAO)	48 798 €	36
Sénégal	Sol	Fongs	Promotion de la souveraineté alimentaire par la valorisation des céréales locales au Sénégal, Phase 3	50 000 €	36
Sénégal	Grdr	Cicodev	Relocalisation de l'alimentation et Promotion de l'Agroécologie pour un Système alimentaire résilient via les écoles du département de Rufisque (RePAS)	50 000 €	36
Togo	ESF	ESFB	Des alliances innovantes pour des filières viandes durables et adaptées aux consommateurs	41 000 €	33
Togo	Elevages et solidarité des familles Togo	Zebunet	Nos Légumes : notre Santé et notre Pouvoir	50 000 €	36
Togo	Julado		Lever les blocages qui empêchent Julado d'être éligible à un financement bancaire ou solidaire	19 986 €	12
Togo	Cadie Land		Acquérir des équipements de production et aménager le local de production	13 000 €	6
Togo	Scoops Terre bénie		Renforcement des capacités productives et de gestion de l'unité de production d'huile de palmiste	6 500 €	6
TOTAL financement 2022 Fondation de France				498 880 €	

ALIMENTERRE - COORDINATION TERRITORIALE

COORDINATION	TERRITOIRE	MONTANT ATTRIBUÉ
FINANCEMENT CFSI ET AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT		
Starting-Block	Ile de France	1 500 €
TOTAL des financements pour les coordinations territoriales		1 500 €

JOUSSOUR

PORTEUR	INTITULÉ DU PROJET	SUBVENTION
FINANCEMENT CFSI et UNION EUROPEENE		
Association de solidarité et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion – El Ghaït	Agir ensemble et en concertation pour une émancipation durable de nos enfants d'ici 2030	17 497 €
Association de Protection Contre le Sida « Hak El Wikaya »	Santé sexuelle et reproductive des femmes travailleuses de sexe (TS) dans la wilaya de Bechar	13 993 €
Association de lutte contre les myopathies Sétif	Agissons ensemble pour une société inclusive pour tous	13 875 €
Association Pour la Promotion des Activités des Jeunes	Appui aux dynamiques écocitoyennes et solidaires des jeunes de Tiaret	17 484 €
Association Nationale Femmes en Communication	HAYAT	17 117 €
Association TEJ pour la Santé de Guemar	Création des espaces de concertation pluri acteurs à partir de signaux tels que des troubles de comportement chez les élèves de 6 à 11 ans dans la commune de Guemar (Helping Hands)	13 963 €
Association Tenent	Préservation et Conservation des Semences et plants locales de l'Oasis de Sfisifa	17 500 €
Association pour l'Aide, la Recherche et le Perfectionnement en Psychologie	SAHIM/ مهانس - Projet de formation TCC à l'Ouest D'Algérie	17 140 €
Association de Spéléologie et Sports de Montagne de Bejaia	Réunir tous les acteurs de spéléologie en Algérie pour effectuer une formation pour l'obtention du Brevet d'Initiateur Fédérale en Spéléologie.	16 761 €
TOTAL Fonds d'Appui aux Coopération(s) de Territoire(s) à Territoire(s)		145 330 €

LISTE DES PROJETS PLURIANNUELS SUIVIS EN 2022

PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST (PAFAO)

PAYS D'ACTION	PORTEUR	PARTENAIRE	TITRE DE L'ACTION	MONTANT ATTRIBUÉ
FINANCEMENT CFSI				
Burkina Faso	ABADAS	UML-B	Mini-laiteries innovation et stratégie 2022	50 000 €
Sénégal	Grdr	CRRCR	Approvisionnement des cantines scolaires et marchés de Ziguinchor en produits maraichers sains par les producteurs des quartiers péri urbains	50 000 €
Sénégal	SOL	FONGS	Promotion de la souveraineté alimentaire par la valorisation des céréales locales	50 000 €
TOTAL financement CFSI et Agence Française de Développement				150 000 €
FINANCEMENT CFSI ET AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT				
Bénin	Aced	Gret	Améliorer la mise en marché des produits maraichers agroécologiques issus du compost des jacinthes	50 000 €
Bénin	CREDI	PU	Une filière arachide forte comme alternative aux importations d'huile de palme au Bénin	41 661 €
Bénin	CS	ABS	Connexion agriculteurs consommateurs	30 000 €
Burkina Faso	Apess	Gret	Plateformes d'innovations lait à Djibo, Banfora et Ouahigouya	50 000 €
Burkina Faso	TFL	Gret	Structuration et actions de plaidoyer de l'interprofession Lait au Burkina Faso	49 907 €
Burkina Faso	UPROMABIO	AFDM	Accélération de la consommation à grande échelle des fruits de l'agro-écologie au Burkina	50 000 €
Guinée-Bissau	Essor	Asas de Socorro	Renforcer durablement les acteurs urbains et périurbains de la filière agroécologique de Bissau	50 000 €
Mali	ICD	-	Renforcement de la résilience du lait local face au covid-19 - Le lait local vs covid-19	19 916 €
Mali	Teriya Bugu	AAPBV	Renforcement d'une filière halieutique intégrée dans le cercle de Bla	50 000 €
Mauritanie	Gret	Soninkara	Réseaux et partenariats pour le maraîchage paysan au Guidimakha	50 000 €

PAYS D'ACTION	PORTEUR	PARTENAIRE	TITRE DE L'ACTION	MONTANT ATTRIBUÉ
Sénégal	ADOS	Département Ranérou	Promotion, valorisation et consommation locale des produits forestiers du Ferlo (provacol-ferlo)	49 997 €
Sénégal	Autre Terre	Asdes	Les produits locaux transformés par des micro-entrepreneurs de Kaolack s'imposent sur le marché local	49 314 €
Sénégal	Ipar	Inter-réseaux	Promotion du consommateur local à travers la valorisation des céréales locales et la connexion aux marchés	48 185 €
Sénégal	SOS Faim Be	ANPDI	Soutien aux femmes productrices, transformatrices et restauratrices de la filière lait à Fatik	15 426 €
Togo	AgroDR	Fondacio	Intensification agroécologique et conquête des marchés de proximité (Pamdiam 2020-2022)	30 000 €
Togo	ESF	Oadel	Du champ à l'assiette	50 000 €
Togo	Grad	Oadel	Promotion de la consommation de produits locaux pour soutenir la souveraineté alimentaire des pays africains	30 000 €
Togo	ETD	Resolis	Promotion du consommateur local au Togo	15 000 €
Multi pays	Oxfam AO	-	Actions de plaidoyer pour des politiques commerciales et de développement favorables au lait local	16 000 €
Multi pays	Sol	CNCR	Atlas des politiques agricoles européennes et ouest-africaines : conflits d'intérêts ou enjeux partagés ?	30 000 €
TOTAL financement CFSI et Agence Française de Développement				775 406 €
FINANCEMENT FONDATION DE France				
Bénin	PNOPPA	DD	Amélioration de la compétitivité de deux produits locaux (wagashi et ananas pain de sucre)	49 595 €
Bénin	AFL	Amap Bénin	Faciliter l'accès des produits agricoles locaux aux marchés institutionnels	50 000 €
Bénin	Afdi Aquitaine	Anoper	Accès au marché du fromage gassiré produit par les familles d'éleveurs du Bénin	50 000 €
Bénin	Hortitechs	-	Appui d'urgence à la filière fruits et légumes du Bénin pour des marchés institutionnels	15 745 €
Bénin	Urp-al	Icra	Promouvoir le poulet Bénin par l'éducation et des primes à l'achat	50 000 €
Burkina Faso	APROSSA	AV	Appui aux initiatives locales de commercialisation des produits agricoles	49 761 €
Burkina Faso	FIAB	Gret	Valorisation des produits locaux (PFNL, lait, niébé) et professionnalisation des MPME agroalimentaires	50 000 €
Burkina Faso	Fert	Fugcom	La Fugcom: OP actrice de son territoire pour mieux produire et vendre l'oignon	50 000 €
Burkina Faso	Trias	UPCPOSNM	Produire et vendre des oignons de qualité dans le Sanmatenga (Provos)	50 000 €
Burkina Faso	RPBHC	Nitidae	Mise en place d'une plateforme de transformation des produits locaux adaptés à la consommation des ménages ruraux et urbains	50 000 €
Burkina Faso	ESF	Apil	Filière Lait, durable, sociale et solidaire de l'Oubritenga : des consommateurs renouent avec le lait local	50 000 €
Burkina Faso	Coopake	Ethiquable	Approvisionnement des centres urbains et ruraux en produits de bonne qualité	47 930 €
Burkina Faso	Afdi Aura	UMPL-B	Innovations pour l'optimisation de la filière lait !	50 000 €
Côte d'Ivoire	Nitidae	AIER	Un label ivoirien agroécologique et/ou biologique, de bons produits pour tous !	49 769 €
Côte d'Ivoire	Fert	Urmag	Développement de services d'appui à la commercialisation de produits maraichers au niveau de l'Urmag	50 000 €
Ghana	KKP	SWA	Family farms for future food and improved quality of life project (4-FIQL-P)	38 875 €
Guinée	Grdr	Cam	Développement d'une offre de qualité et valorisation des produits vivriers dans la restauration de rue à Boké	50 000 €
Guinée-Bissau	OGD	AVSF	Mise en valeur du patrimoine agro-forestier de Bolama	50 000 €
Mali	AT	UGM	Développement des circuits de commercialisation des produits maraichers bio au Mali	50 000 €
Multi pays	Urgenci	Cfape	Consolider et populariser les partenariats locaux solidaires pour l'agroécologie	50 000 €
Multi pays	Roppa	Inter-réseaux	Ensemble pour un dialogue politique qui booste les achats des produits locaux (pro-locaux)	48 000 €
Niger	Iram	Karkara	Nariindu 3: promouvoir le lait local au Sahel	50 000 €

PAYS D'ACTION	PORTEUR	PARTENAIRE	TITRE DE L'ACTION	MONTANT ATTRIBUÉ
Sénégal	CEEDD	SUKHALI	Reconnecter les marchés locaux par la végétalisation des quartiers urbains et périurbains	49 956 €
Sénégal	Grdr	Cicodev	Soutien à la relocalisation de l'alimentation à Rufisque	50 000 €
Sénégal	Rikolto	Feproba	Des solutions digitales pour une gestion efficace de la commercialisation du riz	49 532 €
Sénégal	Enda Pronat	WFD	Commercialisation en masse des légumes sains dans les marchés territoriaux ruraux et urbains	49 950 €
Sénégal	SOS Faim Be	Adid	Le lait du Djoloff à la conquête du marché sénégalais	50 000 €
Sénégal	Gret	Apress	Filière lait à Dagana : concertation interprofessionnelle, services et diversification des débouchés	50 000 €
Sénégal	CNCR	Gret	Actions de plaidoyer pour des politiques commerciales et de développement favorables aux productions maraichères et arboricoles locales (Haute Casamance)	20 000 €
Sénégal	Solidagro	ANPDI	Appui à la promotion du consommateur local dans les zones rurales pauvres du Niombato	41 787 €
Sénégal	Grdr Sénégal	Commune de Ziguinchor	Système alimentaire durable et approvisionnement de la restauration de rue - Sadaar	50 000 €
Togo	Enpro	Gret	Appui à la structuration d'une filière courte agroécologique au Togo (Pasfa)	49 997 €
TOTAL financement Fondation de France				1 510 897 €

ALIMENTERRE - COORDINATION TERRITORIALE

COORDINATION	TERRITOIRE	MONTANT ATTRIBUÉ
FINANCEMENT CFSI ET AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT		
Artisans du Monde Bourg en Bresse	Ain	3 000 €
Association A.N.I.S étoilé	Auvergne	12 400 €
Association Lafi Bala	Languedoc-Roussillon	14 000 €
Cap Solidarités	Hauts de France	9 000 €
Centraider	Centre Val de Loire	10 200 €
Collectif Régional d'Associations de Solidarité Internationale	Midi-Pyrénées	10 500 €
Coopération Atlantique Guinée 44	Pays de la Loire	13 200 €
CREDI-ONG / Réseau France-Bénin	Bénin	7 600 €
E'changeons le Monde	Hauts-Alpes	4 100 €
GESCOD	Grand Est	9 000 €
Horizons solidaires	Normandie	13 000 €
Maison des Droits de l'Homme	Limousin	9 400 €
OADEL / RECIDEV	Togo	13 200 €
Réseau associatif pour le Développement et la Solidarité Internationale en Nouvelle Aquitaine	Aquitaine	13 800 €
Réseau Bretagne Solidaire	Bretagne	12 100 €
Réseau Citoyenneté Développement	Bourgogne Franche-Comté	10 000 €
TOTAL des financements pour les coordinations territoriales		164 500 €

AGRICULTURE ET ALIMENTATION – INITIATIVE TERRITORIALE LAIT

COORDINATION	TERRITOIRE	MONTANT ATTRIBUÉ
FINANCEMENT CFSI ET AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT ET FONDATION DANIEL ET NINA CARASSO		
Anis Etoilé	Auvergne Rhône Alpes	28 675 €
Guinée 44	Pays de la Loire	28 675 €
Horizons Solidaires	Normandie / Burkina Faso / Mali	28 675 €
Réseau Bretagne Solidarité	Bretagne / Burkina Faso	28 675 €
RéCiDev	Bourgogne / Franche Comté / Sénégal	11 300 €
TOTAL des financements pour les animations territoriales lait		164 500 €

COOPÉRER AUTREMENT EN ACTEURS DE CHANGEMENT

PORTEUR	TERRITOIRE	TITRE DE L'INITIATIVE	MONTANT ATTRIBUÉ
FINANCEMENT CFSI ET AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT			
ADESAF	Allonnes (Pays de la Loire) Sangha (Mali)	Le développement local durable à Allonnes (France) et à Sangha (Mali) plus d'alliances pour plus de réciprocité entre les territoires	40 000 €
Cap Solidarités	Hauts-de-France Oujda (Maroc) Saint-Louis (Sénégal) N'Djamena (Tchad)	ODD LLabs : les ODD pour des territoires inclusifs et ouverts sur le monde	58 000 €
CFDT	Sénégal France	Favoriser le travail décent de personnes en situation de précarité	60 000 €
CGT France	Bretagne Inde Bangladesh Philippines Corée du Sud Japon	L'urgence climatique et écologique et la transition socialement juste	60 000 €
Grdr	Oran et Tlemcen (Algérie) Nouvelle Aquitaine Hauts de France	Développement des Initiatives Citoyenne et Economique des habitants des quartiers défavorisés entre la France et l'Algérie	60 000 €
Guinée 44	Basse Guinée Pays de la Loire	Contribuer au développement économique et social, inclusif et durable, des territoires ruraux des préfectures de Kindia et de Boké	60 000 €
Pays de Savoie solidaires	Savoie Bignona (Sénégal)	Terra Pro (Territoires Apprenants et Professionnalisants)	60 000 €
Secours populaire français	Comasagua (Salvador) Nouvelle Aquitaine Ile de France Grand Est Occitanie Catalogne (Espagne)	Des acteurs pluriels, au Salvador et en France, développent des liens solidaires et professionnels et agissent en complémentarité pour répondre à des enjeux économiques, sociaux et environnementaux	60 000 €
TOTAL des initiatives pilotes			458 000 €
Batik	France	Comment favoriser l'accueil des réfugié.es dans les zones rurales ?	14 004 €
CGT	France	ESS et solidarités internationales : regards croisés	18 600 €
Grdr	France	Réussir l'action syndicale du local à l'international	18 000 €
Guinée 44	France	Dispositifs, pratiques et outils de la coopération internationale en Pays de la Loire pour améliorer notre contribution collective aux ODD ici et ailleurs en renforçant les approches pluri-acteurs	18 600 €
IFAID	France	Les acteurs territoriaux au service d'une coopération renforcée	18 600 €
SOL	France	Echange de territoire à territoire : partage d'expériences et réflexion collective pour l'agroécologie et la préservation des semences paysannes en France et au Sénégal	7 343 €
Univers-sel	France	Conception d'une boîte à outils "Mécénat de compétences et autres dispositifs pro-bono" et animation d'une plateforme régionale portant sur la valorisation des compétences au profit de la Solidarité Internationale	10 262 €
TOTAL des animations territoriales			105 409 €

PCPA CONGO

PORTEUR	INTITULÉ DU PROJET	SUBVENTION
FINANCEMENT CFSI ET AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT		
Association congolaise pour le bien-être familial	Prise en charge pluri dimensionnelle du couple mère-enfant	11 246 €
Association routes, agriculteurs et éleveurs du Congo	Travail sur les questions environnementales	11 248 €
Protecting environment association	Gestion durable des déchets ménagers dans l'arrondissement 1 Makélékélé	10 648 €
Total des fonds d'appui aux dynamiques locales		33 142 €
Association des Scouts et Guides du Congo	La jeunesse un enjeu majeur et partagé au Congo	16 250 €
Réseau des intervenants sur le phénomène des enfants en rupture	Promotion, respect et mise en œuvre des droits de l'enfant	15 921 €
Total des fonds d'appui aux dynamiques nationales		32 171 €
Association Dignité Féminine	Amélioration des conditions de vie des veuves des arrondissements de Brazzaville	12 466 €
Association pour les Droits de l'Homme et l'Univers Carcéral	Appui à la réinsertion des détenus vulnérables et à la construction d'un système pénitentiaire idéal en République du Congo	12 911 €
Association Nationale Pour L'Education Périnatale	Lutte contre les violences faites aux jeunes filles mères vendeuses du marché de Fond Tié-Tié à Pointe Noire	12 871 €
Association pour le Respect des Droits des Populations Autochtones, du Développement Durable et du Droit de l'Homme	Accompagner et appuyer l'autonomisation, les enfants et jeunes marginalisés dans l'arrondissement 7 Mfilou	12 765 €
Cercle pour la Renaissance de Dolisie	Réduire les inégalités de genre par l'accroissement économique du pouvoir économique social et culturel de la femme vulnérable.	12 768 €
Œuvre Notre-Dame des Veufs et Orphelins du Congo.	« Droits et Autonomisation Socioéconomique de la veuve ».	12 878 €
Union Nationale des Associations Culturelles Artisanales et Agricoles pour le Développement du Congo	Autonomisation globale des 60 filles mères par l'éducation juridique et l'insertion socioprofessionnelle à Mougali	12 959 €
Médecins d'Afrique	Projet de promotion des droits des patients et autres usagers des services de santé	6 494 €
Total des fonds d'appui aux dynamiques nationales		96 112 €

INSTANCES ASSOCIATIVES

Organisations membres (décembre 2022)

Association pour le développement économique et social en Afrique (Adesaf), Agrisud International, Batik International, Guinée 44, Confédération française démocratique du travail (CFDT), Confédération Générale du Travail (CGT), Cités Unies France (CUF), Échoppe, Élevages sans frontières (ESF), Essentiel, Essor - Soutien Formation Réalisation, Fédération Artisans du Monde, Grdr - migration citoyenneté développement, Gret, Ingénieurs sans Frontières (ISF), Institut de Formation et d'Appui aux Initiatives de Développement (Ifaid), Pays de Savoie Solidaires, Secours populaire français (SPF), Sol, Syndicat National de l'Enseignement Technique et Agricole Public - Fédération syndicale Unitaire (Snetap-FSU), Univers-Sel, Union Nationale des Maisons Familiales Rurales d'Éducation et d'Orientation (UNMFREO), Xylm.

Conseil de direction renouvelé par moitié le 28 Juin 2022

ORGANISATION	TITULAIRE	
	Yves	LE BARS
	Christophe	LE PICARD DUCROUX
	Chantal	MONVOIS
BATIK International	Sarahi	GUTIERREZ
BATIK International - suppléante	Pauline	DE LA CRUZ
CGT	Jean-Baptiste	CALLEBOUT
CGT – suppléante	Renata	TRETIAKOVA
Cités Unies France	Alain	VAUJANY
Cités Unies France – suppléante	Virginie	ROUQUETTE
Élevages sans frontières	Bruno	GUERMONPREZ
Élevages sans frontières - suppléante	Pauline	CASALEGNO
Essor	Jean-Philippe	DELGRANGE
Grdr	Olivier	LE MASSON
Grdr - suppléant	Yvan	LE COQ
Gret	Damien	THIBAULT
Gret – suppléant	Rodolphe	CARLIER
Guinée 44	Gwenaëlle	RIDARD
Guinée 44 – suppléante	Virginie	BINEAU
Ingénieurs sans Frontières	Emilie	PREVOST
Pays de Savoie Solidaire	Laurent	BALAS
Pays de Savoie Solidaire – suppléante	Magali	AGOSTI
Sol	Audrey	BOULLOT
Sol – suppléante	Clotilde	BATO
UNMFREO	Valérie	PLOUGASTEL
UNMFREO - suppléante	Cécilia	CAINJO

Président élu par l'Assemblée générale du 28 juin 2022

Yves Le Bars

Bureau élu par le conseil de direction du 27 septembre 2022

POSTE	NOM
Vice-présidente	Sarahi GUTIERREZ
Trésorier	Christophe LE PICARD DUCROUX
Secrétaire	Jean-Philippe DELGRANGE

Comité stratégique du programme « Coopérer autrement en acteurs de changement » (nommé par le conseil de direction fin 2018 et 2021)

Trois représentants du conseil de direction : Damien Thibault (Gret), Olivier Le Masson (Grdr), Alain Vaujany (CUF).

Comité stratégique du programme « Terres nourricières » (nommé par le conseil de direction octobre 2021)

- représentants du conseil de direction : Audrey Bouillot (SOL), Pauline Casalegno (ESF), Yvan Le Coq (Grdr) ;
- partenaires : Hindatou Amadou (Apess), Komi Abitor (Entreprises, territoires et développement, Togo), Jennifer Millon (Gescod – RRMA), Ousseini Ouedraogo (ROPPA) ;
- chercheurs : Nicolas Bricas (CIRAD), François Collart-Dutilleul (professeur émérite, Université de Nantes).

Comités consultatifs en 2022

Les membres des Comités consultatifs sont nommés par le conseil de direction pour une durée de trois ans renouvelable une fois. Ils participent à l’instruction des projets et proposent au bureau ceux à retenir pour financement.

NOM	REPRÉSENTANT D’UNE ORGANISATION MEMBRE DU CFSI	NOMMÉ EN	THÉMATIQUE
Imelda AGONDANOU	Non (Roppa)	2022	Agriculture et alimentation
Clotilde BATO	Oui (Sol)	2020	Agriculture et alimentation
Pauline CASALEGNO	Oui (ESF)	2022	Agriculture et alimentation
Christophe JACQMIN	Non (Inter-réseaux)	2021	Agriculture et alimentation
Julie STOLL	Non (Commerce équitable France)	2020	Agriculture et alimentation
Emmanuel MATTEUDI	Non (Universitaire)	2019	Coopérer autrement
Ousmane SYLL	Non (RRMA Bourgogne Franche Comté)	2019	Coopérer autrement
Bruno CHABASSE	Non (personne ressource Fonda)	2020	Coopérer autrement
Rose-Marie SAINT GERMÈS AKAR	Non (bénévole CFSI)	2020	Coopérer autrement

L'ÉQUIPE SALARIÉE AU 31 MAI 2023

NOM	POSTE	DESCRIPTION
David BAIDAL LÉON	Comptable	Comptabilité
Hélène BASQUIN FANÉ	Chargée de programme	Capitalisation Pafao Gestion et animation du centre de ressources alimenterre.org
Agnès BELAÏD	Responsable programme jeunesse et société civile	Algérie Jousour Coopérer autrement en acteurs de changement
Fabienne CLOCHETTE	Responsable administrative et financière	Gestion administrative et financière
Isabelle DUQUESNE	Responsable programme agriculture et alimentation (congé maladie longue durée)	Gestion et animation programme agriculture familiale en Afrique de l'Ouest
Astrid FREY	Responsable programme société civile et participation	Coopérer autrement en acteurs de changement
Chikomborero GONESE (CDD)	Chargée de mission agriculture et alimentation	Suivi fonds agriculture familiale en Afrique de l'Ouest et préparation séminaire Terres nourricières
Minh MAUDOUX	Chargée de communication	Communication : proposition et suivi des orientations générales Supports : création et diffusion
Alice MOREAU (CDD – REMPL. I.DUQUESNE)	Chargée de mission agriculture et alimentation	Suivi fonds agriculture familiale en Afrique de l'Ouest
Anne-Françoise TAISNE	Déléguée générale	
Gülseren VERROUST ALTUN	Chargée de programme citoyenneté et réseau ALIMENTERRE	Animation du réseau ALIMENTERRE et festival de films
RECRUTEMENT EN COURS	Chargé.e de mission donateurs	
RECRUTEMENT EN COURS	Chargé.e de plaidoyer	

GLOSSAIRE

AFD	Agence Française de Développement
APD	Aide publique au développement
APE	Accord de partenariat économique
APESS	Association pour la promotion de l'élevage au Sahel et en Savane
CAAC	Coopérer autrement en acteurs de changement
CEDEAO	Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest
CFDT	Confédération Française et Démocratique du Travail
CGT	Confédération Générale du Travail
CNIEL	Centre National Interprofessionnel de l'Économie Laitière
ECVC	Coordination européenne Via Campesina
FADM	Fédération Artisans du Monde
F3E	Évaluer, échanger, éclairer
Grdr	Grdr, Migration, citoyenneté, développement
INRAE	Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement
ISARA	Institut supérieur d'Agriculture Rhône-Alpes
MEAE	Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
ODD	Objectifs de développement durable
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
OSC	Organisation de la société civile
PAC	Politique agricole commune
Pafao	Programme de promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest
PCPA	Programme concerté pluri acteurs
Red	Réseau Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale
Roppa	Réseau des organisations paysannes et de producteurs d'Afrique de l'Ouest
RRMA	Réseau régional multi-acteurs
UE	Union européenne
UNMFREO	Union Nationale des Maisons Familiales Rurales et d'Orientation



**COMITÉ FRANÇAIS POUR LA
SOLIDARITÉ INTERNATIONALE**

17 rue Châteaudun
75009 Paris
tél. 01 44 83 88 50
mail : info@cfsi.asso.fr
www.cfsi.asso.fr

